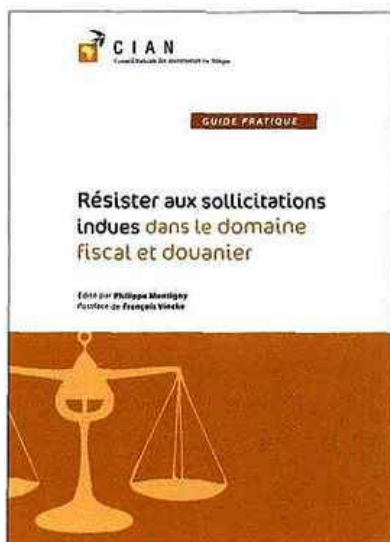


Commission Anti-corruption

## Ce fléau appelle une réponse collective



On retrouve dans ce guide des textes législatifs et de la jurisprudence, mais aussi des clés permettant de mieux réagir.

Cette année, la Commission Anti-corruption du CIAN s'est entièrement consacrée à la rédaction et publication d'un guide pratique intitulé « Résister aux sollicitations indues dans le domaine fiscal et douanier ». Une façon d'ouvrir le débat et de donner des clés pour combattre le fléau.

« Pendant longtemps, le sida a été considéré comme un fléau dont on parlait peu car il y avait une dimension sexuelle, intime. On a commencé à faire barrage à la propagation du virus lorsqu'on a accepté d'en parler publiquement et avec toutes les parties prenantes. La corruption, c'est un peu la même chose. » D'où l'idée de Philippe Montigny, président de la Commission Anti-corruption du CIAN et fondateur de la société Ethic Intelligence, d'éditer un guide intitulé *Résister aux sollicitations indues dans le domaine fiscal et douanier*.

Il s'agit d'un guide au sens strict du terme, court et didactique, destiné avant tout aux entreprises – notamment aux petites et moyennes, généralement plus vulnérables –, mais aussi au monde politique et administratif, sans oublier les bailleurs. D'une lecture très claire, on y retrouve des textes législatifs et de la jurisprudence, mais aussi des clés permettant de mieux réagir.

L'ouvrage se divise en trois parties : la première s'attache aux différents types de sollicitations indues, tandis que la seconde souligne notamment comment l'entreprise peut s'organiser en interne pour se prémunir de ces agissements. Enfin, dans une troisième partie, Philippe Montigny souligne combien il est important de s'organiser collective-

ment pour lutter contre ce fléau. En effet, les victimes de ces agissements sont, la plupart du temps, très isolées : de petites entreprises qui n'ont guère la capacité de mener un bras de fer, mais aussi des fonctionnaires qui ont un vrai souci de l'intérêt général. D'où la nécessité de partager les expériences, dans des conférences mais aussi dans le cadre de fédérations professionnelles.

Venant du CIAN, ce guide traite de la corruption en Afrique. Cela ne signifie pas, bien évidemment, que le continent en ait l'exclusivité, mais le fléau y est sans doute plus durement ressenti. « Je pense que les volumes, les montants bruts de cor-

### Un guide court et didactique destiné avant tout aux entreprises

ruption en Afrique sont parmi les plus faibles au monde. Mais si on rapporte cela au PIB africain, la proportion est extrêmement importante. Je ne pense pas que dans l'UE par exemple, la corruption puisse gêner le fonctionnement de l'économie. Cela pose des problèmes de démocratie, de népotisme, mais cela n'a aucun impact sur le niveau de vie des individus. En Afrique, on sait que cela se traduit par un renchérissement des produits et services qui va de 15 à 30% selon les pays », précise Philippe Montigny. « La corruption est un mauvais fonctionnement de l'État, de l'ensemble des rouages de l'Administration. Dans les pays dits en développement, où justement l'État et l'Administration ont un rôle crucial dans le fonctionnement de l'économie, c'est une entrave très claire au développement des pays. »